

Relations de la Banque mondiale avec la société civile

Bilan des exercices
2007 à 2009

Résumé analytique



BANQUE MONDIALE



Résumé analytique

Plusieurs tendances peuvent être distinguées dans l'évolution générale des relations entre la Banque et la société civile au cours des trois dernières années. La participation de la société civile aux opérations de la Banque est désormais moins *institutionnelle* qu'*orientée* vers des problématiques. La plupart des organisations de la société civile (OSC) associées à l'action de la Banque semblent modifier leur philosophie d'intervention, jusqu'ici axée sur l'arrêt des agissements préjudiciables, en faveur d'une approche vouée au bien d'autrui par laquelle elles s'emploient à influencer la Banque pour l'inciter à adopter des démarches socialement équitables et propices à un développement durable respectueux de l'environnement. Les actions menées avec des groupes d'intervention particuliers comme les peuples autochtones, les syndicats, les parlementaires, les handicapés et les jeunes se sont poursuivis durant la période considérée, avec une intégration de plus en plus systématique au sein des opérations de la Banque.

Au niveau mondial, le dialogue sur les politiques d'intervention entre la Banque et la société civile s'est à la fois développé et affermi. Cette expansion se traduit notamment par le nombre croissant d'organisations de la société civile qui participent aux réunions annuelles et aux réunions de printemps, ainsi que par une augmentation des sessions consacrées aux politiques d'intervention lors du Forum de politique générale de la société civile. Afin de favoriser la participation accrue de représentants des OSC de pays en développement à ces réunions, la Banque et le Fonds monétaire international ont institué un programme de parrainage de la société civile, et ont commencé à inviter des dirigeants d'OSC. M. Zoellick, président du Groupe de la Banque mondiale, a également invité les grands acteurs de la société civile à participer à une série de tables rondes sur les politiques à mettre en œuvre face à la crise alimentaire et financière ; les

échanges de vues y ont été francs, approfondis et constructifs.

Un dialogue sur les politiques s'est engagé au sujet de plusieurs grandes questions qui ont émergé pendant les trois dernières années, notamment l'approvisionnement en eau des villes, la théorie de la dette odieuse, et les politiques de santé. Par ailleurs, d'importantes consultations sur les politiques mondiales ont également été menées sur des questions telles que la gouvernance, le changement climatique, et la divulgation d'informations. Ainsi, plus de 3 200 représentants de gouvernements, de parlements, d'organisations de la société civile, des médias, du secteur privé et d'autres intervenants de 48 pays ont pris part aux consultations sur la stratégie de gouvernance et de lutte contre la corruption qui ont été reconnues comme les plus poussées et les plus abouties jamais organisées avec l'ensemble des parties concernées. Au niveau national, les dialogues et consultations ont continué de s'élargir dans le cadre des stratégies d'assistance-pays (92 pour cent des stratégies complètes sont désormais approuvées) et des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (84 pour cent des documents parachevés ont été approuvés).

La Société financière internationale (IFC) a elle aussi intensifié ses dialogues et relations avec la société civile au cours des trois dernières années. Les discussions ont porté sur des questions telles que ses rapports annuels et ses normes d'exécution. À l'échelon national, l'IFC a également élargi sa collaboration avec la société civile en recrutant un spécialiste des relations avec la société civile pour son bureau du Brésil. L'action de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) auprès de la société civile a été largement axée sur les consultations relatives aux nouvelles politiques mondiales proposées en matière de viabilité sociale et environnementale et de divulgation de l'information ainsi qu'à des projets individuels.



Réception avec les organisations de la société civile lors des réunions du printemps 2008 à Washington (avril 2008)

Le Panel d'inspection de la Banque mondiale et le Conseiller-Ombudsman de l'IFC et de la MIGA sont des mécanismes indépendants de recours ouverts aux personnes ayant subi un préjudice du fait des projets appuyés par le Groupe de la Banque mondiale. Ces deux entités entretiennent des contacts

étroits avec les plaignants, les communautés touchées et les OSC locales. Pendant les trois dernières années, le Panel d'inspection a reçu 12 demandes d'intervention, tandis que le Conseiller-Ombudsman a été saisi de 45 plaintes. Les membres et le personnel de ces institutions ont régulièrement pris part à des manifestations d'information organisées à l'intention des OSC.

Le fait que la Banque s'engage à développer et à approfondir ses relations avec la société civile a aussi eu pour effet d'accroître l'engagement civique et la responsabilité sociale. À l'échelon mondial, de nouvelles possibilités de partenariat se sont dégagées tant auprès des sociétés que des secteurs d'activité suite à la mise en place du programme de gouvernance et de lutte contre la corruption et d'initiatives telles que les Fonds d'investissement climatiques. La participation de la société civile aux opérations financées par la Banque a poursuivi sa tendance au développement pendant les exercices financiers 2007-09, 75 pour cent des prêts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'IDA signalant une participation de la société civile. Il en va de même en ce qui concerne les prêts au développement de la Banque où cette participation est aussi en hausse. Les ONG internationales et locales et les organisations communautaires ont été des partenaires majeurs dans les efforts engagés par la Banque pour réagir à la crise alimentaire mondiale au niveau national. Dans 13 pays, des organisations communautaires internationales ou locales appuient la mise en œuvre du programme de lutte contre la crise alimentaire mondiale.

Pendant la période considérée, la Banque n'a pas relâché l'aide financière apportée aux efforts de développement de la société civile en s'appuyant

sur différents mécanismes (comme le Fonds de la société civile et Development Marketplace). Le Fonds pour la transparence des industries extractives s'est associé à une OSC internationale afin de financer dans 15 pays des initiatives stratégiques pour la transparence des recettes. La collaboration avec les ONG est au cœur du Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA pour l'Afrique qui finance près de 49 000 OSC de proximité. Le projet de réduction de la pauvreté rurale dans le nord-est du Brésil et le projet de développement du Kecamatan en Indonésie sont d'excellents exemples de collaboration opérationnelle dans le cadre de projets associant des gouvernements et la société civile et financés par la Banque.

Au cours des trois dernières années, l'Institut de la Banque mondiale qui, au sein du Groupe, a pour mission d'assurer le partage des connaissances, a organisé et dispensé plusieurs programmes de formation et de renforcement des capacités qui ont largement été dirigés vers la société civile. La plupart de ces programmes visaient à inciter les organisations de proximité à exiger une amélioration de la reddition de comptes, de la transparence et de la gouvernance au niveau local. La Division Communication pour le développement poursuit son action pour améliorer l'aptitude des gouvernements à communiquer et à travailler plus efficacement avec la société civile dans le cadre des programmes et projets de réforme. La Banque a développé son action d'information via l'internet, par la mise en place d'un programme multilingue, dont une page sur la société civile, qui est de plus en plus visité par des internautes du monde entier. L'équipe chargée des relations avec la société civile a collaboré avec World Learning pour préparer le personnel de la Banque à travailler avec la société civile et les OSC dans le cadre des structures, politiques et projets de la Banque.

La Banque a continué d'intensifier ses relations avec la société civile au niveau régional et national. Au plan régional, le nouveau Vice-Président de la Banque mondiale pour l'Afrique a facilité le dialogue sur les politiques entre les OSC et les organisations intergouvernementales régionales ; en Asie de l'Est, le Vice-Président a organisé un atelier régional avec les OSC pour discuter des stratégies régionales de la Banque, tandis qu'en Europe de l'est, la banque travaille au renforcement de la société civile en collaboration avec les

organismes bailleurs de fonds. Aux États-Unis, l'équipe chargée des relations avec la société civile continue de travailler en étroite collaboration avec les OSC qui mènent des actions de plaidoyer, et a parallèlement organisé une série d'ateliers techniques avec InterAction afin d'échanger les informations et leçons apprises en matière d'offre de services à l'échelon local.

En Europe, la Banque maintient un dialogue constant avec les principaux réseaux de la société civile et les OSC de Belgique, de France, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de nombreux autres pays. Les programmes menés en partenariat avec Coordination Sud en France ont été reconduits, et la Banque appuie la création d'un Forum international des ONG, une initiative rassemblant plus de 100 fédérations nationales d'ONG d'environ 80 pays. Au Japon, la Banque a organisé une série de dialogues de haut niveau avec les OSC japonaises sur les politiques relatives au changement climatique, à l'Afrique et au handicap.

Les collaborations avec des groupes particuliers, comme les syndicats, les parlementaires, les handicapés et les jeunes se sont également poursuivies pendant la période considérée, avec une tendance croissante à l'intégration de ces activités dans les opérations de la Banque. Ceci se traduit notamment par un effort appuyé pour inclure les problématiques concernant le handicap, la jeunesse, l'intégration sociale et la parité hommes-femmes dans les projets et travaux de recherche de la Banque. Les réunions annuelles du

programme Youth ont eu lieu durant les réunions annuelles de 2008 et ont permis l'élaboration d'un avant-projet de « plan de travail » qui servira de guide à la collaboration future. Une série de réunions d'une semaine tenues avec les syndicats dans les premiers jours de la crise alimentaire et financière a rappelé combien une action commune s'impose face aux grands défis mondiaux. La Banque appuie le Secrétariat du Partenariat mondial pour le handicap et le développement et s'emploie à faire connaître l'avancée majeure que constitue la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées.

Bien que la Banque et les OSC se soient dotées d'instruments plus efficaces et de manifestations favorisant les échanges sur les politiques d'intervention, les modalités d'intégration systématique et de renforcement des partenariats institutionnels et des mécanismes de financement demeurent un défi. Pour résoudre les difficultés actuelles et évaluer la qualité des relations entre la Banque et la société civile, l'équipe chargée des relations avec la société civile a réalisé une étude qui conduira à un document sur les priorités stratégiques. Un processus initial de consultations internes et externes a été engagé à cet effet. Un projet de document sur les priorités stratégiques a été préparé sur la base des retours d'information reçus ; on espère qu'il offrira une feuille de route utile pour à la fois intensifier et développer les relations entre la Banque et la société civile dans les années à venir.



Le *Requiem de la pauvreté* chanté par des lycéens lors des Assemblées annuelles à Washington (Octobre 2007)



Équipe chargée des relations
avec la société civile
The World Bank
1818 H Street, N.W.
Mail Stop: MC9-903
Washington, D.C. 20433
États-Unis d'Amérique

Tél : (202) 473-1840
Télécopie : (202) 522-2241
Courriel : civilsociety@worldbank.org